

TUNISIEN ENLEVÉ EN LIBYE

Tunis n'accepte pas de négocier sous la pression

Les autorités tunisiennes ont affirmé hier qu'elles n'accepteraient jamais de négocier sous la pression, en réaction à l'enlèvement le 21 mars d'un employé de l'ambassade de Tunisie à Tripoli.

«La Tunisie ne négocie pas sous la pression; il y a d'autres moyens qui peuvent être utilisés. Nous n'accepterons jamais aucune forme de négociation sous la pression», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Mongi Hamdi sur les

ondes de la radio Mosaïque FM. Il a ajouté que «cette décision est aussi celle du président de la République et du chef du gouvernement». Le ministre réagissait à la diffusion lundi sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant l'otage et dans laquelle les

ravisseurs, un groupuscule méconnu appelé «Chabab Al-Tawhid», adressant un message écrit «au gouvernement de la Tunisie : comme vous emprisonnez les nôtres, nous emprisonnons les vôtres, comme vous tuez les nôtres, nous tuons les vôtres».

Vendredi, la Tunisie avait indiqué que les ravisseurs exigeaient la libération de «terroristes libyens»

condamnés à de la prison pour leur implication dans l'«opération terroriste» de Rouhia, près de Jendouba (nord-ouest de la Tunisie).

En mai 2011, deux officiers étaient morts au cours de cette opération dans un échange de tirs avec des hommes soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda. Une réunion du Conseil national tunisien de la sécurité s'est tenue lundi en présence

notamment du président Moncef Marzouki, du Premier ministre Mehdi Jomaa et du ministre de la Défense Ghazi Jribi, pour examiner «la situation sécuritaire en Libye et l'évolution de l'affaire des diplomates enlevés», selon un communiqué de la présidence. La vidéo diffusée dimanche ne fait pas mention du diplomate Al-Aroussi Kontassi, enlevé jeudi par le même groupuscule, selon Tunis.

YÉMEN

Série d'assassinats d'officiers à Sanaâ

Deux officiers yéménites et deux responsables de la sécurité ont été abattus à Sanaâ en deux jours alors qu'une opération d'envergure est menée contre Al-Qaïda dans le pays, a indiqué hier un responsable.

Le colonel Abdek Razak Al-Jabali, responsable de l'entraînement au sein de la police militaire, a été abattu hier matin par deux hommes armés à moto sur la route menant à l'aéroport, a indiqué ce responsable qui a requis l'anonymat.

Il a précisé que l'officier se rendait à pied à son travail.

Lundi soir, un officier de la sécurité de l'aéroport, Farès Al-Suwaydi, a été tué devant l'aéroport par des hommes armés à moto qui ont ouvert le feu en sa direction, selon un responsable de la sécurité.

Lundi matin, un colonel du service de sécurité intérieure a été abattu et un autre blessé par des inconnus circulant à moto à Sanaâ. Ce dernier, le colonel Abdel Karim Al-Areij, est décédé dans la nuit des suites de ses blessures, selon une source de sécurité.

Ces attentats se produisent alors qu'au moins 68 insurgés d'Al-Qaïda ont été tués dans une série de raids au Yémen, une opération d'envergure menée conjointement ce week-end par les Etats-Unis et les autorités yéménites dans le but de déjouer de nouveaux attentats, selon Sanaâ.

Plusieurs officiers ont été tués au cours des derniers mois à Sanaâ par des inconnus circulant à moto. Al-Qaïda n'a jamais revendiqué ces attentats, même si le réseau pourrait en être responsable selon des officiels yéménites.

Hier, un membre d'Al-Qaïda au Yémen a été condamné à 15 ans de prison pour avoir planifié un attentat contre un haut gradé par un tribunal de Sanaâ spécialisé dans les affaires de terrorisme. Le tribunal a reconnu Sami Dayan coupable d'avoir planifié l'attentat qui avait coûté en juillet 2012 à Aden le général Salem al-Qotn qui commandait la région militaire sud.

Il a été également reconnu coupable d'avoir participé à des attaques contre des objectifs militaires.

L'un de ses complices, Farhaw Awad Saadi, a été condamné à quatre ans de prison par le même tribunal.

Cette juridiction a condamné ces dernières années des dizaines de Yéménites pour appartenance à Al-Qaïda et pour participation à différentes attaques à travers le pays.

UKRAINE

Les séparatistes étendent leur emprise dans l'est du pays

Kalachnikov à la main, cagoule dissimulant son visage, Dmitri monte la garde devant le poste de police de Kramatorsk, qu'il veut «protéger» des nationalistes envoyés par Kiev : les séparatistes étendent leur emprise dans l'est de l'Ukraine.

«Je suis arrivé hier soir», lundi, raconte Dmitri qui dirige soigneusement le canon de son fusil d'assaut vers le sol, la main éloignée de la gâchette, à la manière d'un vrai professionnel.

Pourtant, il assure n'être qu'un représentant de commerce», un «volontaire» accouru pour «aider les policiers et défendre les habitants» après des tirs meurtriers le week-end dernier à un poste de contrôle improvisé non loin de Slaviansk, ville entièrement contrôlée par les insurgés depuis plus d'une semaine.

«Nous avons des informations selon lesquelles une centaine de types de Pravy Sector (des ultranationalistes ukrainiens) sont en ville et s'apprêtent à s'y livrer à des provocations», poursuit ce «militien» âgé de 36 ans qui semble

réciter un texte. Kramatorsk, 160.000 habitants, se trouve à une vingtaine de kilomètres de Slaviansk, place forte des insurgés séparatistes. Après la mairie, ces derniers ont pris lundi soir le contrôle de ce poste de police, démontrant leur emprise sur la ville qui abrite également un aérodrome de l'armée ukrainienne renforcé en troupes la semaine dernière.

Devant l'immeuble vert, ils sont une demi-douzaine d'hommes en tenue de camouflage, certains armés de fusils d'assaut.

Pour le président ukrainien par intérim Olexandre Tourtchinov ce sont les agissements de ces hommes-là, soutenus «par les unités terroristes russes» présentes en Ukraine, qui «mettent une croix» sur l'accord de Genève qui aurait dû permettre une désescalade en Ukraine.

Interrogé sur l'éventuelle présence parmi eux de membres des forces spéciales russes, dénoncée aussi par les Occidentaux, un de ses compagnons, Igor, 21 ans, qui se présente comme étant un «garçon de café», répond d'un «niet»

sans appel.

Ce qu'avait déjà fait la veille, pendant une conférence de presse, l'homme fort des insurgés de Slaviansk, à une quinzaine de kilomètres de là, Viatcheslav Ponomarev, pour lequel «aucun militaire russe» ne se trouve à leurs côtés.

Igor ajoute aussitôt : «et on ne nous paie pas pour être ici».

Non loin de là, le drapeau des séparatistes flotte désormais au sommet et à l'entrée principale du SBU, les services de sécurité ukrainiens, une bâtisse orange entourée d'un mur gris surmonté de barbelés.

Interrogé sur le fait de savoir quand le drapeau aux couleurs (noir, bleu, rouge) de la «République de Donetsk» y a été hissé, une passante s'exclame simplement : «Ah, je n'avais pas remarqué ce pavillon de pirates»...

L'argument des insurgés est toujours le même : ils soulignent n'avoir «pas confiance» dans le gouvernement ukrainien, ni dans les Européens et les Américains, cosignataires jeudi à Genève avec

la Russie, de l'accord qui prévoit, entre autres, l'évacuation des lieux publics occupés.

A Kramatorsk, comme ailleurs dans la région, le document n'a eu aucun effet sur les insurgés. La mairie reste sous la garde de militants pro-russes retranchés derrière d'imposantes barricades érigées pour en bloquer l'accès.«Ils se comportent très pacifiquement, contrairement aux gens de Maïdan (ceux qui ont pris le pouvoir fin février à Kiev). Ils veulent juste qu'on les écoute», commente une retraitée promenant son chien à proximité immédiate de l'hôtel de ville.

A Slaviansk, un hommage public a été rendu à l'église du Saint-Esprit aux trois hommes tués «à l'arme automatique» par des inconnus dénoncés comme «des fascistes» ukrainiens dans la nuit de samedi à dimanche.

Un incident mis en avant par les chefs séparatistes qui cherchent coûte que coûte à mobiliser la population face à l'éventualité d'une attaque plus massive.

Un rappeur allemand devenu djihadiste tué en Syrie

Un rappeur allemand, qui avait rejoint les djihadistes en Syrie, a été tué dans la guerre fratricide qui oppose depuis des mois des groupes rebelles rivaux, ont indiqué hier des sources djihadistes et une ONG.

Denis Mamadou Cuspert, connu comme rappeur sous le nom de Deso Dogg, et qui avait choisi de s'appeler pour combattre Abou Talha al-Almani, a été tué dimanche dans un attentat suicide dans l'est du pays.

Il avait choisi d'appartenir au groupe ultra-radical dénommé l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL). Il a perdu la vie lors d'un double attentat suicide mené par ses rivaux du Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Des messages postés sur les forums djihadistes font état de son décès.

«La nation islamique saigne après l'annonce de la mort en martyr du combattant djihadiste, le frère Abou Talha al-Almani. Que Dieu l'accepte auprès de Lui», est-il écrit dans un message.

«Il est mort à cause d'un attentat suicide mené par les soldats traîtres de Jolani (le chef d'al Nosra Abou Mohammad al-Jolani, ndlr) contre une maison où se trouvaient des frères de l'EIL», ajoute le texte.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), qui bénéficie d'un large réseau de militants, de médecins et d'avocats dans le pays, a affirmé qu'une attaque avait effectivement eu lieu dimanche.

«Deux membres d'al-Nosra se sont fait exploser avant-hier tuant 16 membres de l'EIL», a confié à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane.

Il a précisé qu'un combattant connu sous le nom d'Abou Talha a été tué durant cette attaque à la lisière des provinces de Deir Ezzor et de Hassaka.

Depuis début janvier, le Front al-Nosra allié à des rebelles islamistes sont entrés en guerre avec l'EIL auquel ils reprochent sa brutalité envers les civils et ses opposants. Cela s'est traduit par une guerre sans pitié et des attentats réciproques.

Al-Almani, l'Allemand en arabe, est apparu sur plusieurs vidéos et photos vantant le combat djihadiste en Syrie.

En septembre 2013, il aurait été blessé dans un raid aérien mais la vidéo n'a pas précisé l'endroit. Autour de 10.000 étrangers, dont plusieurs milliers venant de pays occidentaux, combattent en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad.

23^e SICOM 2014

Ooredoo à la rencontre des professionnels des Technologies de l'Information et de la Communication



Pour la sixième année, Ooredoo participe au Salon International de l'Informatique, de la Bureautique et de la Communication (SICOM 2014) dans sa 23^e édition qui se tient du 22 au 26 avril 2014 au Palais des Expositions, Pins-Maritimes à Alger, sous la thématique «A l'ère du Cloud et du Big Data».

Placé sous le haut patronage de Madame la Ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication et Monsieur le Ministre de la Communication, cet événement organisé par la Safex et MIRA Cards Edition, regroupe des professionnels du secteur des TIC, des décideurs, des chefs d'entreprises, des respon-

sables IT ainsi que des étudiants. Ooredoo prend part au 23^e SICOM à travers un stand d'exposition au niveau duquel des conseillers-commerciaux de «Ooredoo Business» sont présents pour répondre aux questions des visiteurs professionnels et leur proposer les offres et produits de Ooredoo. Un pôle dédié à la présentation de la Tablette Ooredoo 3G est également mis en place.

A travers sa présence régulière dans les événements et carrefours d'échanges autour des technologies de l'information, Ooredoo confirme son engagement dans le développement du secteur des TIC en Algérie.